

## RAPPORT MORAL 2003

Le présent rapport moral clôt une série déjà bien longue, commencée en 1985, celui de 1984 étant l'œuvre de Jean Rosier qui, hélas, allait disparaître quelques semaines plus tard.

Il existe entre ces textes une continuité, en fonction de quelques lignes directrices. J'en retiendrai quatre :

1 – Pourquoi la Résistance ? Pourquoi et comment avons-nous été résistants ? Alors que nos pères, anciens combattants et vainqueurs de 14-18, n'avaient pas voulu que nous soyons à notre tour, 20 ans après, engagés dans un nouveau conflit ? Et cette réponse : Il n'y a pas d'effet sans cause et pas de cause sans responsabilité.

2 – Nous, Combattants Volontaires de la Résistance survivants, étions alors jeunes ou très jeunes. Nous avons, comme ceux qui l'ont donnée, engagé notre vie pour les valeurs auxquelles nous étions attachés. Il nous faut aujourd'hui constater que nombre de ces valeurs sont dépréciées et parfois tendent à disparaître du vocabulaire usuel : morale, civisme, devoir, honneur, patriotisme. Il n'y a pas d'effet sans cause et de cause sans responsabilité.

3 – La Résistance n'appartient pas en exclusivité aux derniers survivants et nul n'en a le monopole. Elle n'est pas affaire de radotages, récits, témoignages, opinions, légendes, etc. La Résistance, avec ses valeurs et ses sacrifices, ses ombres et ses lumières, appartient à l'histoire et l'histoire ne se refait pas, à posteriori. Elle s'étudie.

4 – Depuis bientôt 60 ans qu'avons-nous fait ?

- Pour préserver nos enfants et petits-enfants des épreuves que nous avons connues ?
- Pour que l'histoire de la Résistance s'impose face aux légendes ?
- Pour construire le monde meilleur dont nous avons rêvé et pour lequel nombre de nos camarades sont morts ?

En d'autres termes, quel est notre bilan d'hommes, de résistants-citoyens ? Quelle image nous renvoie de nous-mêmes, notre miroir ? Allons-nous partir dans l'autosatisfaction ou

dans la colère et la honte ? Tout est évidemment affaire d'appréciation personnelle, laquelle est fonction de notre tempérament, de notre parcours, de notre ego. Chacun sait combien la nature humaine est complexe et diverse.

Pour ceux qui, sans trop se poser de questions, ont eu une vie professionnelle et familiale sans graves aléas, plus ou moins gratifiante selon les personnes et les circonstances, prolongée par une retraite à peu près confortable, le bilan est sans doute perçu comme « globalement positif. »

Pour ceux qui, de même sans trop se poser de questions, ont travaillé durement et parfois longtemps, souvent sans prendre de vacances, avec des perspectives aléatoires, et doivent se contenter d'une retraite plus que modeste, le bilan est sans doute plus nuancé.

Pour ceux qui, quels qu'aient été leur parcours, leurs réussites ou leurs échecs, n'ont pas oublié, ont conservé une capacité de réaction et poursuivi autrement que par des mots leur rêve d'un monde meilleur pour tous, plus juste ou moins injuste, plus accueillant aux faibles et aux démunis, plus fraternel ou seulement moins égoïste, le bilan appelle plus souvent à la colère qu'à la résignation.

Quand j'évoque le rêve d'un monde meilleur, je ne fais pas référence à une banale formule d'actualité mais à une phrase extraite d'un texte publié le 30 septembre 1944 par *l'Embuscade* qui fut, au lendemain de la Libération, l'éphémère journal des FFI : (je cite) « Il nous reste à reconstruire la France, une France que nous voulons voir à l'avant-garde d'un monde meilleur. » (fin de citation)

N'avons-nous pas, les uns et les autres, dans le confort relatif évidemment attribué à nos mérites personnels, ou dans les difficultés imputables parfois à nos propres défaillances mais souvent aussi au système dans lequel nous évoluons, oublié ce que nous appelons, sans toujours les définir, les valeurs de la Résistance ?

La LIBERTE, pour laquelle nous avons combattu et pour laquelle nos camarades sont morts n'est-elle pas seulement relative, face aux contraintes injustifiées et aux dérives qui en limitent l'exercice ? Quelle est la liberté de l'exclu, jeune ou moins jeune ?

L'ÉGALITE n'existe pas dans l'absolu mais, comme disait Coluche, « il en est qui sont plus égaux que d'autres. » Peut-on parler d'égalité face à l'éducation, au travail, au mérite et même aux conditions élémentaires de l'existence ? Peut-on parler d'égalité dans un pays où l'opulence, voire seulement l'aisance relative, côtoie la misère ? Où 600 000 personnes fréquentent les « restos du cœur », où semble-t-il, plus d'un million d'individus ne mangent pas tous les jours à leur faim ? Dans un monde où chaque année des dizaines de millions d'enfants meurent de malnutrition ?

La FRATERNITE, celle que nous avons connue dans la Résistance et spécialement dans nos maquis ne peut être devenue la somme de nos égoïsmes. Nous nous donnons, les uns et les autres, moi comme les uns et les autres, bonne conscience en faisant périodiquement quelque B.A. mais trop souvent l'égoïsme, au nom d'une certaine conception du droit, tend à devenir vertu.

La JUSTICE enfin, au sens de ce qui est juste, c'est à dire perçu comme juste par tout honnête homme, ne peut pas davantage être la somme des injustices. Le pouvoir judiciaire, qui avait aliéné son indépendance sous Vichy, éprouve bien des difficultés à nous convaincre de l'égalité des citoyens devant la Justice, à nous faire oublier La Fontaine : « Selon que tu seras puissant ou misérable... »

Quant aux autres valeurs que nous avaient enseignées nos parents et nos maîtres, ces valeurs qui avaient justifié notre engagement résistant, elles semblent passées ou promises aux oubliettes de l'histoire. La morale et le civisme, sans lesquels il n'y a pas de vie collective possible ne sont plus le fondement de l'éducation. La notion de devoir s'efface devant celle de droit. Le mot honneur a perdu son sens et la simple notion de dignité de l'homme semble désormais périmée. Le patriotisme est sorti du vocabulaire usuel. La famille, jadis cellule sociale de base, n'a trop souvent de justification qu'utilitaire. Le mot travail, en d'autres temps synonyme de vertu, est désormais synonyme de contrainte, alors que nous y avons souvent puisé intérêt et épanouissement.

Exagération ? Pessimisme excessif ? Ou simple réalité, que l'on se refuse à regarder en face ? Évolution normale ou dérive de nos sociétés dites « avancées » ? Progrès ou déclin ? Avons-nous, dans notre vie de citoyen, été simples spectateurs ou complices ? Ce sont à nouveau des questions qui nous renvoient à notre miroir, à notre examen de conscience, à notre bilan personnel.

Nous sommes entrés, sans pratiquement nous en apercevoir, dans le monde du virtuel. Chaque français passe en moyenne quatre heures par jour devant son téléviseur, certains un peu moins, d'autres beaucoup plus. Chacun ou presque est désormais asservi à son petit écran. Le Pdt Lagarde nous disait récemment à Limoges que le temps gagné sur le travail depuis un demi-siècle était, dans sa quasi-totalité, consacré à la TV, laquelle relaie le temps des conversations, des échanges, de la convivialité, de la réflexion. Moins par volonté que par passivité, par lente et inexorable intoxication. Au gré des circonstances et du seul développement des nouvelles technologies de l'information ou par la volonté de quelques puissants groupes d'intérêt, du lobby artistico-intello-financier, avec la bienveillante complaisance, voire l'encouragement des pouvoirs publics. Au nom de l'accès à la culture. Un terme qui a changé de sens. Jadis défini par nos dictionnaires usuels comme : « connaissance, éducation, formation, instruction, savoir, » il est désormais associé au mot masse (culture de masse), présenté par le *Petit Larousse* comme (je cite) : « culture produite et diffusée à l'intérieur de l'ensemble du public par les moyens de communication de masse (grande presse, télévision, etc. » (fin de citation) Un manuel d'histoire des classes terminales de nos lycées constate « une pratique culturelle diversifiée » depuis les années 60. Il fait état de « pratiques de plus en plus ciblées », distingue « les jeunes, le grand public cultivé, les intellectuels qui constituent l'intelligentsia et se retrouvent de plus en plus dans les studios de radio et de télévision, le public populaire. » Ce dernier, d'évidence le plus nombreux, (je cite) « se contente souvent de regarder à domicile variétés, jeux, films, feuilletons télévisés, cassettes vidéo et spectacles sportifs... Près de neuf français sur dix ne vont jamais au théâtre et plus de la moitié ne fréquentent pas les cinémas, près de un sur trois ne lit jamais de livres et seulement un sur deux le journal quotidien. » (fin de citation)

En d'autres temps, la religion qui avait été considérée comme « l'opium du peuple » (l'expression est de Karl Marx) au sens, je cite le *Robert* de « ce qui cause un agréable assoupissement moral en éloignant des difficultés et des problèmes réels. » C'est aujourd'hui la TV qui joue ce rôle. Et ce n'est pas le fait du hasard.

Tout n'est évidemment pas négatif dans le monde audiovisuel ; il existe de bonnes choses pour qui veut bien s'y intéresser et prendre sur son sommeil mais il suffit de consulter l'audimat pour constater que les meilleures audiences relèvent plus de l'anti-culture que de la culture, ce qui porte à se poser la question : Est-ce l'absence de culture qui appelle l'anti-culture ou l'anti-culture qui explique l'absence de culture ? Sommes-nous informés ou

désinformés ? Par le télescopage, hors toute possibilité de réflexion et d'analyse, d'informations multiples et diverses qui l'instant suivant se diluent dans des fictions, séries, et autres divertissements ? Chacun gobe ou rejette vérités et mensonges au gré de ses options, de son attention ou de son humeur du moment sans avoir la possibilité de les vérifier. Combien de téléspectateurs ont reçu le dernier film consacré à Jean Moulin comme une reconstitution historique et combien l'ont subi pour ce qu'il est, c'est à dire une grossière caricature de la Résistance ? Combien de téléspectateurs assidus ont une vision à peu près correcte des grands problèmes de ce temps : la guerre actuelle, ses origines et ses buts, le chômage et les drames qu'il engendre, les problèmes économiques et financiers : récession, déficit, dette, sécurité sociale, retraites, etc.. ?

Que d'omissions, d'erreurs et de mensonges délibérés nous sont assésés, concernant les aléas de notre vie courante et les drames de nos fragiles sociétés, tout spécialement en période électorale. Notre monde est comme anesthésié, déconnecté des causes et conséquences de son évolution. Chacun découvre ou redécouvre périodiquement des termes ou expressions dont il a oublié l'origine et le sens. Trois exemples seulement. « La société bloquée », c'est à dire incapable d'évoluer, de se réformer, formule qui réapparaît de temps à autre pour constater une réalité, est en fait le titre d'un ouvrage du sociologue Michel Crozier, publié en 1970. La « mondialisation » régulièrement évoquée et souvent mise cause comme source de tous nos maux, n'est pas une découverte récente : certains font référence à Platon, d'autres à Marx et à son *Manifeste* (publié en 1850.) *Le Petit Robert* situe l'origine du mot vers 1960, il y a plus de quarante ans. C'est désormais un phénomène-alibi qui se substitue à la réflexion et à l'analyse. « Le savoir », au sens ancien du terme c'est à dire synonyme de connaissance, formation, éducation, fait de même, de temps à autre une réapparition, alors que nous sommes entrés sans apparemment nous en apercevoir, dans « la civilisation (ou l'ère) du savoir », expression apparue à la fin des années 60 dans un ouvrage intitulé *La grande mutation* dont l'auteur, Peter Drucker, osait même évoquer, pour le futur proche « la primauté du savoir sur le capital. » Illustration : le savoir générateur de richesses c'est Microsoft et le capital destructeur de richesses c'est le Crédit Lyonnais. Le savoir, en fait la culture au sens ancien du terme : connaissance scientifique, technique, professionnelle, savoir-faire et savoir-être, est d'évidence plus important pour les peuples que « l'assoupissement moral éloignant des difficultés [et] des problèmes réels. » Aujourd'hui, l'asservissement est moins lié à la religion qu'au petit écran devenu le nouvel « opium du peuple. »

Nul ne peut nier la réalité nationale qu'est « la société bloquée » et l'évolution du monde que traduisent « la grande mutation » et « l'ère du savoir » Ces trois expressions mettent en relief le décalage persistant, voire grandissant, entre le réel et le politique, lequel a normalement vocation à prévoir, anticiper, régler, sanctionner. C'est ce décalage qui explique pour l'essentiel les aléas et les drames de notre temps. J'ai déjà eu l'occasion d'évoquer les dysfonctionnements de notre démocratie en analysant les causes et conséquences de la seconde guerre mondiale, de la défaite de la France, de la naissance et des nuisances du régime de Vichy, de l'immédiat après-guerre.

Le texte de *L'Embuscade* de septembre 1944 dont j'ai extrait notre vœu « d'une France à l'avant garde d'un monde meilleur » comporte une analyse qui peut être considérée aujourd'hui encore comme lucide. Ce qui nous porte à nous interroger : Avons-nous, dans notre vie de citoyen, oublié la Résistance et ses valeurs ? Ou n'avons-nous pas été entendus ? Devenus résistants-citoyens, avons-nous agi avec notre conscience de résistants ou en fonction de critères de conviction voire d'opportunité ?

A chacun de se demander s'il s'est associé ou non aux dysfonctionnements qui font que notre pays est ce qu'il est, de faire ou refaire l'épreuve du miroir. S'il nous renvoie une image quelque peu altérée par l'âge, rappelons-nous que l' « on ne devient pas vieux pour avoir vécu un certain nombre d'années mais que l'on devient vieux pour avoir déserté son idéal. »

### **CVR. RAPPORT MORAL 2004**

Cette année 2004 marque le 64<sup>e</sup> anniversaire de la défaite de 1940 et de ses conséquences : l'occupation des trois cinquièmes de la France, la naissance du régime de Vichy suite au vote du 10 juillet et, à partir du 11 novembre 1942, l'occupation de l'ensemble du territoire national.

2004 c'est aussi le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la Libération et nous nous efforcerons de le commémorer au mieux de nos possibilités.

Nous avons été Combattants Volontaires de la Résistance, soldats de la Liberté, dans l'espérance en un monde meilleur. Nous étions alors les jeunes.

Aujourd'hui nous avons pour la plupart atteint ou dépassé 80 ans. **Nous ne sommes pas « la » Résistance mais seulement les derniers survivants de la Résistance, constat qui nous invite à n'être que ce que nous sommes et doit ou devrait nous rappeler constamment à l'humilité.**

Notre Union Départementale a eu pour mission essentielle de témoigner vis à vis des nouvelles générations des vraies valeurs de la Résistance. Dans la dignité. Sans jamais rien concéder sur les grands principes qui furent à la base de l'engagement de ses adhérents. Elle n'a pas, pour autant, oublié le respect de la réalité historique ni celui de la mémoire de ceux qui ont consenti le sacrifice suprême. Les nôtres, avec le Rallye annuel de la Résistance creusoise et diverses cérémonies commémoratives annuelles, les autres, avec nos voyages-pèlerinages aux principaux lieux de mémoire nationaux, aux camps de concentration et même, pour certains, aux camps d'extermination. Nous avons pris notre part à l'animation du Concours de la Résistance et de la Déportation.

La Résistance appartient désormais à l'histoire et son enseignement aux professeurs d'histoire. Elle est, hélas, de plus en plus négligée dans les programmes scolaires, victime du glissement inexorable du temps. Peut-être aussi de ses faiblesses, de ses divisions, de sa tendance à l'hagiographie, voire aux mensonges. L'histoire de la Résistance en Creuse est encore sur le métier mais nous y travaillons depuis vingt ans et l'essentiel a été acquis, avec les méthodes et l'éthique qu'impose la discipline. Nous n'avons pas attendu le tournant du siècle pour associer les professeurs qui en seront les dépositaires et les vecteurs ; nous avons créé, depuis maintenant treize ans, une association indépendante de l'UD pour les accueillir et le nombre des adhérents enseignants progresse au fur à mesure que celui des CVR diminue.

Notre Union Départementale a survécu aux difficultés que doivent, comme les êtres humains, affronter les associations : les outrages du temps, la tendance naturelle à l'oubli, parfois au découragement, les altérations de la sensibilité environnante qui tend à faire de nous des fossiles radoteurs.

Au niveau de ses instances dirigeantes : bureau, comité directeur et aujourd'hui sans doute de son assemblée générale, elle a refusé les tentations et dérives,

choisi de terminer comme elle a vécu, dans la dignité, décidé de se dissoudre comme le prévoient ses statuts d'origine, lorsque viendra l'heure, sans doute proche, de l'incapacité à poursuivre sa tâche, après une période transitoire de veille au respect des valeurs qui furent les nôtres.

Telle était l'objectif fixé par nos aînés. Tel a été et tel sera son destin.

*Ce rapport moral est le plus court de ceux que j'ai eu à soumettre à vos suffrages depuis vingt ans. J'ouvre la discussion, avant de procéder au vote. Après, je vous demanderai la permission de prolonger un instant le rapport moral de l'an dernier, de terminer ce que j'avais appelé mon « testament. »*

## Dossier annexe au rapport moral

Le rapport moral de l'an dernier fut jugé pessimiste. Il n'était, à mes yeux, que réaliste. Certains l'auraient même trouvé « politiquement incorrect » car en France, et en Creuse en particulier, tout ce qui ne correspond pas aux visions ou illusions politiques personnelles est nécessairement « incorrect. » Mon propos n'exprimait que des constats, avec des références puisées dans des manuels d'histoire de Terminale, des dictionnaires usuels, des études de l'INSEE, et pour ce qui est de la Résistance, des emprunts à *l'Embuscade* qui fut au lendemain de la Libération l'éphémère journal des FFI, le vecteur des espérances que nous avons quelque peu oubliées. Mon propos était donc « historiquement correct » et me semble-t-il lucide, étant rappelé que lucidité n'est pas synonyme de passion, d'égarement, d'illusion. Il en est même antinomique.

Depuis vingt ans, dans le rapport moral annuel, j'ai toujours cru devoir rappeler les origines de nos communs engagements, le contexte dans lequel se sont déroulés nos combats et la portée des mots qui expriment ce que nous appelons les valeurs de la Résistance, sans oublier ceux propres à la Déportation. Je sais que certains ont parfois parlé de radotages, chacun se sentant parfaitement en harmonie avec sa conscience, dans l'appréciation des problèmes de la planète, de notre pays, de notre département, de sa commune, de sa ville ou de son village, de son voisin et de celui qu'il ne connaît pas, les drames et les malheurs des uns étant par nature dans la logique des choses, et la faute des autres.. Ce que j'ai maintes fois traduit par la formule « la Fraternité n'est pas la somme des égoïsmes » ou en m'interrogeant sur la Liberté de ceux qui ne mangent pas à leur faim. Dans notre beau pays de France, ce serait en cette année 2004 le sort d'un million d'enfants, alors que quatre,

voire cinq millions de personnes connaissent la pauvreté ou subissent la misère. L'abbé Pierre, les restos de Coluche et toutes les autres associations caritatives ont dû, dès janvier, appeler au secours, face à la montée de la précarité et de la désespérance.

Nous n'avons pas, dans la Résistance, risqué notre peau pour ça ! Nos camarades ne sont pas morts pour ça ! Nous sommes tous ou presque issus de familles modestes, voire souvent pauvres, mais à l'époque nous avons un toit et mangions à notre faim. Je n'étais donc pas « à côté de la plaque » en m'interrogeant sur nos responsabilités civiques, en posant la question : « Devenus citoyens-résistants, avons-nous agi avec notre conscience de résistants ou en fonction de critères de conviction, voire d'opportunité. ... Avons-nous, été simples spectateurs ou complices ? »

J'aimerais, si vous le permettez, poursuivre ce que j'ai l'an dernier, baptisé « testament. »

-----

J'ai écrit, dans l'avant-dernier bulletin de notre association Histoire: « A l'heure où l'on parle beaucoup de recyclage et de formation professionnelle continue, peut-être devrait-on s'interroger aussi sur la formation continue, historique et civique, du citoyen. » Ce qui me permet de revenir sur le mensonge institutionnalisé, répercuté par nos médias – on a ceux que l'on mérite – mais aussi sur « l'asservissement au virtuel », voie sur laquelle je m'étais engagé l'an dernier, en relais de l'exposé du président Lagarde à Limoges, mais en abordant cette année le sujet, sur une note plus souriante.

Vous avez toutes et tous, eu connaissance du TOP 50, dont il a été beaucoup parlé, la liste des « **50 personnalités qui comptent le plus aux yeux des Français** », selon une très sérieuse étude de L'IFOP. J'ai pris la peine de l'analyser au cas où vous n'auriez pas eu la curiosité de le faire. L'abbé Pierre, habituel lauréat du palmarès, ayant souhaité n'y plus figurer désormais, on trouve parmi ces 50 personnalités « qui comptent le plus », 40 hommes et seulement 10 femmes, ce qui laisse supposer que les femmes ont majoritairement voté pour les hommes et que ceux-ci, toujours un peu « machos », ont ignoré la loi sur la parité.

Dans les 10 premiers on trouve :

- 6 chanteurs, *(ce qui devrait peut-être porter nos élus ou aspirants-élus à faire chaque matin une ½ heure de vocalises et chaque soir une heure de guitare)*

- 1 footballeur (Zidane, alias Zizou, N°1), 1 écologiste professionnel (Nicolas Hulot), une personnalité « symbole » (sœur Emmanuelle) et une actrice (Sophie Marceau.)

Parmi les 50, j'ai noté :

- 17 acteurs mais seulement 9 actrices.
- 7 chanteurs mais seulement une chanteuse.
- 4 présentateurs TV mais seulement une présentatrice.
- 4 sportifs mais pas de sportives alors qu'elles se sont distinguées en 2003.
- 3 journalistes-présentateurs mais une seule femme.
- 2 politiques seulement : Kouchner au 29<sup>ème</sup> rang et Chirac au 42ème. Palmarès bien peu glorieux pour les élus de la République.

Pour répondre aux vœux des Français, nous devrions donc avoir aux manettes, le N°1, Zidane à l'Élysée, le N°2, Michel Sardou à Matignon (après avoir chanté « le » France il nous chanterait « la » France), Hulot exigerait sans doute l'environnement, l'Éducation Nationale reviendrait à Johnny qui saurait adapter les programmes pour que tous les enfants fréquentent l'école, l'Intérieur à Renaud et la Justice à Yannick Noah, Bercy à sœur Emmanuelle qui saurait faire un bon usage de nos deniers, tandis que le toujours sémillant Henri Salvador (86 printemps mais toujours au boulot) prendrait en charge le travail et la santé en nous chantant : « le travail c'est la santé... » A son image, il porterait l'âge de la retraite à 90 ans, ce qui résoudrait bien des problèmes. Aux armées, déjà habituées à une autorité féminine, Sophie Marceau imposerait la discipline par la séduction. Pour les affaires étrangères, David Douillet : Champion du monde et Olympique, incontournable par ses titres, sa carrure et son sourire, porterait hors de nos frontières une image très positive de la France. Populaire dans tout l'Extrême-Orient, il pourrait, sur le tatami, donner de sages conseils à Poutine, lui aussi ceinture noire de judo mais moins titré et, en fixant bien dans les yeux Georges Bush, il le convaincrerait sans doute de ne pas mépriser notre pays. Que la France serait belle ! Si l'on satisfaisait aux vœux des Français.

J'ai aussi étudié, à votre intention, le classement des 100 meilleures audiences TV de l'année 2003. 95 pour TF1, 4 pour la 2 et 1 pour la 3. En tête, avec 54 mentions, les séries et feuilletons (Les Cordier, Julie Lescaut, Navarro , etc.) suivies par les films avec 24 mentions, devant les jeux : 7 mentions, le sport : 6 mentions, l'info : 5 mentions seulement... La culture française est d'évidence en plein épanouissement !

Un grand merci à M. Bouygues qui nous cultive en s'enrichissant. Sous la bienveillante autorité de notre ministre de la culture... ou de l'anti-culture. Simple question de définition, car la culture, jadis source de d'éducation, de connaissances, de savoir, tend à devenir synonyme de divertissement.

Ce matin, j'aborde ces constats et perspectives avec le sourire mais en réfléchissant un peu nous devrions peut-être pleurer sur le sort de ce que nous appelons « démocratie. » Ce qui me ramène aux interrogations sur nos devoirs de résistants-citoyens et à mon soi-disant pessimisme de l'an dernier. En complément, trois précisions:

1 – Le Français moyen d'aujourd'hui passerait, durant sa vie, 63 000 heures au travail et 100 000 heures devant sa TV. Pour mémoire, l'économiste Fourastié (celui qui a inventé l'expression « les trente glorieuses ») avait écrit un ouvrage, désormais oublié, laissant entrevoir la perspective des 40 000 heures de travail dans une vie, sans toutefois prévoir le temps passé devant la TV. Nous en sommes encore loin, malgré les 35 heures et il est à craindre qu'il se soit trompé. Parlant des « trente glorieuses » un paysan creusois, adepte du bon sens, aurait rappelé à l'éminent économiste ce dicton bien de chez nous : « Il ne faut jamais manger son pain blanc le premier. »

2 – Si nous réfléchissons un instant, il nous faut bien admettre que l'évolution de nos sociétés dites avancées et du monde en général, doit plus à la culture scientifique et technique qu'à la pratique du chant et de la guitare. Pasteur, Marie Curie et quelques autres, peut-être le professeur Beaulieu, seront encore dans l'histoire quand Johnny et ses contemporains, les commissaires Navarro, Moulin et Julie Lescaut n'occuperont plus les écrans de TV de nos arrières-petits-enfants, que nos « intellos » et artistes permanents et intermittents, que nos politiciens vedettes et plus modestes, auront quitté le devant de la scène. Si vous ne me croyez pas, ouvrez les manuels d'histoire de vos petits-enfants et cherchez les noms de ceux de l'entre-deux guerres et de la 4<sup>e</sup> République qui ont cru passer à la postérité mais se retrouvent aux oubliettes de l'histoire.

3 – Selon une projection dont vous avez sans doute eu récemment quelques échos, en général fragmentaires pour ne pas affoler l'opinion, les États-Unis cesseront

d'être la première puissance mondiale (en terme de PIB) en 2040-2041, c'est à dire dans 36 ou 37 ans, ce qui est un temps relativement court. En 2050, le PIB de la Chine atteindrait 45 000 milliards de dollars alors que celui des États-Unis ne dépasserait pas 35 000 milliards, que celui de l'Inde atteindrait 28 000 milliards, celui du Japon seulement 7 000 milliards, suivi par le Brésil et la Russie avec 6 000 milliards, la Grande Bretagne avec 3 800, l'Allemagne avec 3 600 et enfin la France avec 3 100.

Quel rapport avec la Résistance ? Apparemment aucun, sauf que le PIB c'est la richesse produite, le « gâteau » à partager entre les citoyens du pays considéré et, au final, la part moyenne qui devrait revenir à chacun. En renvoi du texte, j'avais l'an dernier noté dans notre bulletin, que les États-Unis pesaient en terme de richesse produite, donc de puissance, près de 8 fois la France (plus précisément 7,5 fois) ; ce sera près de 12 fois en 2050 tandis que la part individuelle moyenne du gâteau français qui, au début des années 80, représentait un peu plus de 81 % de la part américaine est aujourd'hui de l'ordre de 70 % et tomberait aux environs de 50% en 2050, avec sans doute pour conséquence prévisible, l'émigration des élites françaises. En d'autres termes, au cours de ce demi-siècle, la Chine devrait multiplier son PIB par 30, les États-Unis par 3,5, L'Inde par 56, le Japon par 1,8, le Brésil par 12, la Russie par 18, la Grande Bretagne par 2,4, l'Allemagne par 1,8 et la France par 2,2. On ne peut que se réjouir du développement des pays dits « émergents » mais certainement pas du déclin de la France dans la hiérarchie des nations. Notre pays est aujourd'hui, en matière de PIB par habitant, au 13<sup>e</sup> rang en Europe, au 16<sup>e</sup> dans le monde et nous semblons ne pas avoir conscience de l'ampleur de la dette que nous laissons à nos enfants et petits-enfants le soin de régler : 1 000 milliards d'€ environ + 135 pour les entreprises publiques, ce qui correspond à près de 20 000 € par personne soit 125 000 F et pour une famille normale : 2 grands- parents, 4 parents et 4 petits enfants, je vous laisse faire le calcul.

Nous n'avons pas, dans notre jeunesse, risqué notre vie pour entrevoir, avant de mourir, de telles perspectives et surtout, nos copains ne sont morts avec cette image de leur pays mais dans l'espérance d'une vie meilleure, plus gratifiante pour les enfants qu'ils avaient parfois et pour ceux qu'ils espéraient avoir. Ce qui me ramène à nouveau à mes interrogations de l'an dernier : « N'avons-nous pas, dans notre vie

d'homme et de citoyen, oublié les valeurs et les espérances de la Résistance. Avons-nous été simples spectateurs ou complices ? »

J'avais envisagé de réveiller les mémoires défaillantes en évoquant, à partir des manuels d'histoire de Terminale en usage jusqu'à l'an dernier et quelques anecdotes puisées aux meilleures sources, les 60 années que nous avons vécues depuis la Libération. Je voulais montrer comment se sont évanouies nos espérances, comment et pourquoi se sont altérées nos valeurs et épanouies nos désillusions, souligner les altérations de la vérité voire les mensonges que nous dispensent nos responsables politiques, toutes tendances confondues, via les médias, expliquer la substitution progressive de l'anti-culture à la culture, la disparition ou l'évolution du sens des « mots-valeurs » évoqués l'an dernier, sans oublier la déliquescence de notre démocratie. J'ai pensé que cela prendrait un peu de temps et que peut-être vous jugeriez inutiles mes radotages.

Je voudrais cependant, pour cette ultime prestation vous dire quelques mots de la Creuse, notre chère Creuse, d'autant plus que l'analyse traduit souvent jusqu'à la caricature, les maux dont souffre la France.

Commençons si vous le voulez bien par ce que je baptiserai pour la circonstance et par générosité « erreur d'appréciation. » La Creuse comptait en 1900, 278 000 habitants, 228 000 quand nous sommes nés, au lendemain de la première mondiale, 200 000 environ au début de la seconde et 124 000 lors du recensement de 1999, sans doute environ 120 000 aujourd'hui. Souvenez-vous du graphique établi par l'INSEE que j'avais reproduit dans notre bulletin « Histoire .» La courbe plongeante est une ligne pratiquement droite qu'il suffisait de prolonger pour estimer, ce que j'avais fait, que la population de notre département « tomberait » aux environs de 100 000 habitants dans le courant des années 20. » (entre 2020 et 2030) Je me suis entendu répliquer certain jour, par une voix « autorisée », que la Creuse n'avait plus de problèmes de dépopulation, au motif que les flux migratoires tendent à dégager un solde positif. Exact pour les flux. Le département « importe » un peu plus, notamment des étrangers : anglais, belges, hollandais, etc., qu'elle n'« exporte » de natifs du département. Seul problème : les arrivants sont pour la plupart des retraités et les partants, pour l'essentiel les jeunes, la matière grise et le dynamisme de la Creuse. Mais surtout, si les soldes migratoires deviennent légèrement positifs, les soldes naturels (différence entre le

nombre des naissances et des décès) demeurent eux fortement négatifs. Il n'est pas besoin d'être grand démographe pour constater une évidence qu'ont d'ailleurs confirmé, en la précisant, les projections de l'INSEE : la population de la Creuse tombera bien, aux environs de 100 000 à la fin des années 2020. (2029)

Dans le même domaine il est courant de se donner bonne conscience en expliquant que les départements voisins connaissent les mêmes problèmes de dépopulation. Hélas, le graphique publié montre que la Haute Vienne maintient son niveau de population, au prix d'un transfert massif de ruraux (et autres) vers Limoges et que la Corrèze n'a perdu qu'environ 10 % de sa population depuis 1920, là aussi, en fonction d'un transfert, vers Brive. Même taux de régression : 10 % pour l'Indre. Quant à la Lozère, autre alibi évoqué, elle n'a perdu que 30% soit 30 000 habitants (et la tendance à la dépopulation serait stoppée) durant la période au cours de laquelle la Creuse en a perdu 40 % soit 100 000, tout en continuant à se désertifier.

Je ne suis toujours pas hors sujet comme certains sembleraient le penser. Dans la Résistance, nous avons apprécié la géographie et la topographie de la Creuse, son économie de subsistance et sa polyculture d'alors, l'aide de ses paysans. Cette terre en cours de désertification est pourtant encore parfois féconde si l'on en juge par les résultats au Concours National de la Résistance et de la Déportation. Quantitativement, le taux de participation (rapporté à la population) place, depuis une quinzaine d'années, notre département au premier ou second rang national, souvent le premier, et qualitativement, avec deux lauréats nationaux et plusieurs mentions nationales, le score est plus qu'honorable. Des jeunes qui, hélas, les meilleurs surtout, vont devoir s'exiler sous des cieux plus accueillants à leurs capacités, parfois à l'étranger. Pour leur part, les anciens, les CVR survivants membres de notre UD, ont certainement aussi un taux d'adhésion rapporté à la population, parmi les plus élevés de France (sans doute près de 2% des cotisants à la Confédération, alors que la Creuse ne représente plus que 0,2 % environ de la population nationale. Ce qui prouve au moins que tout n'est pas négatif quand existe une volonté collective.

Par contre, et je fais référence au projet de musée de la Résistance qui n'a jamais abouti, relayé à grands frais par une initiative farfelue et sans suite, associant la première guerre mondiale, la Résistance et les guerres coloniales auquel s'ajoute, si j'évoque la perte irréversible du site de Chabannes qui avait le mérite d'être d'intérêt

local, départemental, national, et même international, symbole de l'accueil et de la protection des enfants juifs en Creuse, hors instances religieuses qui tendent à s'en attribuer le monopole tout en ignorant le rôle de l'école laïque, l'incapacité est flagrante. Dans les deux cas, mêmes causes et mêmes effets, l'inconscience associée à l'incompétence mises au service d'ambitions ou intérêts personnels, avec gaspillage de fonds publics d'origine externe, c'est à dire hors ressources propres, lesquelles ne représentent qu'un faible part du budget. Ce département semble avoir, dans certaines instances, le culte du copinage et de l'incapacité. En fait de l'échec. Rappelez-vous, ici même, le « coup de gueule » de l'homme de bon sens qui avait pris conscience des enjeux.

Je ne suis pas en train de régler des comptes – auquel cas j'emploierai des mots beaucoup plus forts – mais je pense à ce que nos associations auraient pu faire avec l'argent gaspillé. Ce n'est pas non plus une méchante pierre dans le jardin de l'ensemble des élus creusois. Ils ont depuis longtemps, toutes tendances confondues, pris conscience des problèmes du département et développé diverses initiatives dont les fruits n'ont hélas pas été à la mesure de leurs espérances. En témoigne cet ouvrage : *A la recherche du développement de la Creuse*, thèse de doctorat (Qui l'a lue ?) d'un ancien professeur du lycée Pierre Bourdan qui couvre la période 1950-1992. L'analyse est fouillée mais l'objectif n'était pas de poser un diagnostic et moins encore de faire des préconisations. Les études initiées par le Conseil Régional : *Limousin 2007* et *Limousin 2017* (Qui les a lues ?) se veulent plus prospectives mais sans vision originale pour la Creuse. La seconde traduit, en fonction d'une enquête, la désespérance des jeunes creusois qui se voient contraints à l'exil. C'est au lendemain de la Libération qu'il aurait fallu poser le diagnostic et élaborer avec les outils qui existaient à l'époque un premier programme à 10, 15, 20 ans, puis, dans les années 60-70, alors que s'engageait « la grande mutation » et qu'étaient disponibles les outils de la prospective permettant d'en apprécier les conséquences, qu'il aurait fallu élaborer un nouveau programme à 10, 20, 30 ans. Hélas... Manque de clairvoyance, de lucidité, de volonté, de courage, pour transcender les querelles politiciennes et les intérêts personnels ou sectoriels.

Nous sommes ici un certain nombre d'anciens émigrés revenus mourir au pays. Combien dans cette salle n'ont pas d'enfants et/ou petits-enfants émigrés contre leur gré ? Où sont nos espérances du lendemain de la Libération ? Combien de citoyens-

résistants ont élevé la voix ou tenté de faire quelque chose pour la Creuse ? Le salut est-il dans cette boutade : « La Creuse renaîtra quand les immigrés étrangers en prendront les rênes ? »

Je n'étais pas davantage hors nos sujets naturels de préoccupation, lorsque je constatais l'an dernier que les principaux responsables militaires de la Résistance en Creuse n'étaient pas Creusois, tant dans les formations issues du parti communiste : Martin, les immigrés Adolphe et Vidal, les réfugiés français Armand, Jim et autres, que dans les formations non-communistes : François, Louis Herry et Gendre, Marcel, Robert et Kuntz, sans oublier Gérard et Vaudin pour les réseaux Action, Deroubaix et Victor Renaud pour Alliance, Castaing pour Ajax.

Je n'étais pas hors sujet en m'interrogeant sur ce qu'aurait pu être la Creuse si elle avait su garder ses deux principaux chefs militaires et faire appel à leurs capacités : le socialiste humaniste François n'opta pas par hasard pour l'armée et le brillant ingénieur communiste Martin, marié à une creusoise, ne fonda pas par hasard, une entreprise... en région parisienne. Les subordonnés, les émigrés qui avaient fait preuve de courage et d'esprit d'initiative, qui avaient parfois un savoir-faire professionnel, qui ont souvent bien réussi ailleurs, partirent de même, hors quelques-uns retenus par le charme de jeunes creusoises. La Creuse redevint, malgré les errements de l'entre deux guerres et les votes du 10 juillet 1940, chasse gardée des politiciens, dont beaucoup n'avaient résisté qu'en paroles ou pas du tout. J'évoquerai prochainement dans le bulletin de notre association « histoire » les lendemains de la Libération, les faits qui justifiaient à l'automne de 1945, la fameuse réaction de François : « Messieurs, vous dont j'ai vu naître et grandir les responsabilités et les honneurs... »

N'oublions pas, n'oublions jamais et faisons si possible en sorte que les générations plus jeunes n'oublient pas l'essentiel : **la Résistance française, extérieure et intérieure fut, avant toute autre considération, l'œuvre d'hommes et de femmes, le plus souvent jeunes, révélés par leur courage et leur lucidité, d'hommes nouveaux inconnus du grand public, et hors exceptions, étrangers aux responsabilités qui avaient conduit le pays au désastre.**

J'entends ce que certains pensent tout bas. C'est de la politique ! Non ! C'est de l'Histoire, avec un H majuscule. Et la Résistance fait partie de l'Histoire. Je vous invite à nouveau à vous intéresser aux manuels scolaires de vos petits-enfants et à réfléchir aux propos souvent cités de l'historien Marc Bloch :

« C'est le présent qui pose les questions sur le passé.

« C'est le passé qui éclaire l'étrangeté du présent. »

*Ce sera aussi mon ultime conclusion et le dernier volet du « testament. »*

*Précision : ce texte a été rédigé entre Noël et le 1<sup>er</sup> janvier et hors « polissage » par respect pour la langue française, il ne m'a pas semblé appeler depuis, des modifications.*

## CVR RAPPORT MORAL 2005

Dans mes précédents rapports, j'avais cru devoir mettre l'accent sur les devoirs des vivants à l'égard des morts, m'interroger sur nos comportements vis à vis de leur mémoire, de leurs espérances, de ce pourquoi ils ont donné leur vie. Sont-ils morts pour ça ? Ça étant ce que nous avons fait, ce que nous laisserons bientôt à nos enfants et petits-enfants. Je n'ai en général rencontré qu'indifférence, voire chez certains l'accusation de faire de la politique, comme si notre passé depuis la Libération n'appartenait pas à l'histoire, laquelle a mission d'inventorier les faits et leurs conséquences., hors toutes considérations politiciennes.

Je serai donc cette année très bref.

Dans rapport moral il y a deux termes : rapport et moral.

Le rapport doit s'entendre au sens de compte rendu.

Moral (e) est pour le *Petit Larousse* : « Ensemble des règles d'action et des valeurs qui fonctionnent comme norme dans une société. Le *Petit Robert* ajoute les notions d'éthique, et d'honnêteté intellectuelle.

Les règles d'action, les normes évoquées sont les critères de base qui régissent ou devraient régir les rapports entre les êtres humains dans toute société civilisée ou considérée comme telle, en la circonstance au sein de notre association.. Les valeurs sont celles que revendiquent les Résistants, mais qu'ils ont parfois tendance à oublier : l'exemplarité de l'engagement et du sacrifice, dans son fondement, sa pureté et son humilité.

L'éthique et l'honnêteté intellectuelle appellent au respect de la vérité dans la présentation des faits et la reconnaissance des mérites, des siens et de ceux des autres, en toute justice et hors toute dérive.

Toutes les associations régies par la loi de 1901 se doivent de respecter des critères moraux ?

Il appartient aux adhérents de dire par leur vote si leurs mandataires à titre collectif : Comité Directeur et Bureau, ou personnel (présidence) ont respecté au failli à ces règles, principes et valeurs.